



Résolution face à la politique parasite des villes de gauche rose-verte

Adoptée lors de l'Assemblée des Délégués de l'UDC Suisse du 23 octobre 2021

Au cœur des villes gouvernées par la gauche rose-verte règnent une forme d'arrogance et de condescendance envers tous ceux qui pensent différemment. Ces noyaux urbains sont les nids des socialistes caviar qui, avec mépris, veulent dicter le mode de vie et de penser aux populations rurales et des agglomérations. Champions des leçons de morale et du « faites ce que je dis, pas ce que je fais », ils exigent, par exemple, que la population cesse de prendre l'avion, notamment les vols courts, pour ses vacances alors qu'eux se rendent à Berlin, en Allemagne, pour se prendre en selfie avec le candidat allemand de gauche (SPD) à la Chancellerie Olaf Scholz. De plus, la déclaration du co-président du parti socialiste, selon laquelle le PS défend « les travailleurs qui se lèvent à 8h du matin » **témoigne de la déconnexion radicale de cette gauche-caviar de la réalité des gens qui travaillent dur** et qui se lèvent tôt pour faire la prospérité de notre pays.

Les citoyens gauchistes vivent dans une bulle à part du monde de la population rurale et des agglomérations, composée essentiellement de membres de la classe moyenne. Ils n'ont de cesse de vouloir imposer leurs standards de vie urbains comme prépondérants : par exemple, parce qu'ils disposent de trams et de bus sur le pas de leurs portes, l'ensemble de la population devrait renoncer à la voiture ou payer davantage pour en disposer. Les socialistes caviar, vivant de leurs grands privilèges, ne s'inquiètent pas du fait que nombre de personnes sont dépendant de l'utilisation de leur véhicule, à commencer par la majeure partie des campagnards et les PME.

Le bilan actuel des conflits ville-campagne est alarmant : les villes à gouvernance de gauche rose-verte profitent massivement des contributions financières de la population rurale, des agglomérations et des entreprises par différends biais. Parallèlement, leur politique se radicalise toujours plus, restreignant grandement les libertés individuelles et déresponsabilisant davantage les citoyens.

Pour l'UDC, il est temps de mettre un terme à cette situation. Nous nous en prenons aux villes de gauche en raison des privilèges qu'elles s'octroient au détriment des populations rurales et des agglomérations, qui travaillent dur. Cette tendance doit être arrêtée, car elle porte atteinte aux valeurs fondamentales civiques et libérales de la Suisse ainsi qu'à la cohésion de la population entre les différentes régions et les différents milieux sociaux. Ce qui choque, c'est que l'étendue des privilèges et modes de vie urbains repose en grande partie sur l'argent des contribuables des campagnes. Afin donc de freiner ce jeu d'influence néfaste des villes de gauche rose-verte sur la culture politique libérale de la Suisse et de garantir davantage d'équité et de transparence dans les relations ville-campagne, l'UDC propose, en fonction des possibilités :

- La clarification des **coûts réels** et des montants d'impôts entre les citoyens et les populations rurales ;



- La suppression ou la réduction de la péréquation socio-démographiques dans la péréquation financière nationale. **Les « charges du centre » sont historiquement dépassées et doivent être opposées aux avantages du centre.** Ces « charges centrales » sont une excuse pour les municipaux de gauche rose-verte pour poursuivre leur politique clientéliste et laisser l'Etat-providence exploser au lieu de lutter contre les abus et de mettre en place des incitations positives ;
- La répartition des **sièges au Conseil national doit être basée sur le nombre de citoyennes et de citoyens suisses** et non sur la population résidente permanente ;
- Les centres urbains doivent être gérées **comme des régions indépendantes**, afin que la population rurale ne soit pas obligée de subventionner, par le biais des primes d'assurance maladie, les dépenses par habitant bien plus élevées dans les villes dans le domaine de la santé ;
- **L'externalisation de certains secteurs de l'administration**, les salaires étant plus élevés en ville, l'accès aux transports est toujours plus difficile et de plus en plus obstrué sciemment par les villes de gauche ;
- **L'introduction d'une « majorité des districts »** - par analogie à la majorité des cantons au niveau fédéral – pour tous les votes populaires cantonaux. Cela se justifie par le fait que nombre de districts ruraux contribuent beaucoup, voire plus que les villes aux coûts des propositions ;
- **Se détacher des villes** : depuis plusieurs décennies, nombre de communes rurales autrefois indépendantes fusionnent avec des villes. Ces villages désormais incorporés sont tenus de soutenir le co-financement de l'Etat-providence toujours plus gourmand et son lot de profiteurs au sein des gouvernements politiques de la gauche rose-verte. En s'affranchissant des villes, les communes retrouvent ou préservent leur autonomie et leur souveraineté budgétaire (propositions aux parlements communaux) ;
- **La distribution de bons culturels aux contribuables.** Ils peuvent ainsi décider par eux-mêmes quel art ils souhaitent financer avec leurs impôts.
- **La participation équitable des cycles au financement** des transports (propositions cantonales) ;
- La **réduction massive des naturalisations** dans les villes ;
- La mise à l'étude sérieuse de la **création de demi-cantons** ruraux ;
- La **contre-attaque face au quasi-monopole des médias de masse** de gauche rose-verte (soutien au référendum « Non aux médias contrôlés »